ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 2 août 1972, d'une demande d'avis sur un projet de loi modifiant la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, a donné le 11 septembre 1972 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, de 2e augustus 1972 door de Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, heeft de 11e september 1972 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi modifie la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, dans le but, principalement, d'adapter cette loi en tenant compte des modifications qui ont été apportées par la loi du 10 avril 1971 à la législation sur la réparation des accidents du travail dans le secteur privé.

*

* *

Le projet ne modifie pas l'article 1er de la loi du 3 juillet 1967 qui énumère les services publics auxquels le régime de cette loi peut être rendu applicable. Or, depuis l'entrée en vigueur de cette loi, de nouvelles institutions ont vu le jour, notamment les agglomérations et les fédérations de communes organisées par la loi du 26 juillet 1971. La création d'autres institutions est envisagée. Le Gouvernement devrait donc examiner s'il n'y a pas lieu de modifier l'énumération contenue à l'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 3 juillet 1967 afin de rendre possible l'application de cette loi au personnel des agglomérations et des fédérations de communes et, éventuellement, au personnel d'autres institutions.

*

* *

.../...

Article 1er.

A l'alinéa 3 du nouveau texte de l'article 2 de la loi du 3 juillet 1967, il est proposé de rédiger le 2° de la façon suivante :

"2° l'accident subi par le membre du personnel visé à l'article 1er, en dehors de l'exercice de ses fonctions, mais qui est causé par un tiers en raison d'un acte antérieur accompli par ce membre du personnel, dans l'exercice de ses fonctions".

La rédaction suivante est proposée pour la phrase liminaire de l'alinéa 5 :

"Le membre du personnel visé à l'article 1er est présumé se trouver au lieu de l'exercice des fonctions lorsque : ...".

*

Au 2° de l'alinéa 5, il est préférable d'employer dans le texte français, l'expression "délégué syndical agréé" qui figure à l'article 38 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics, plutôt que l'expression "délégué syndical reconnu".

La rédaction suivante est proposée pour ce 2° :

"2° il accomplit une mission syndicale comme délégué syndical agréé ou comme représentant du personnel reconnu en cette qualité par l'autorité".

.../...

Article 2 (nouveau texte de l'article 3 de la loi du 3 juillet 1967).

L'alinéa reproduit ci-après : "Les indemnités pour frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, hospitaliers, de prothèse et d'orthopédie, ainsi que les frais funéraires sont payés à ceux qui en ont pris la charge" devrait figurer après le 3°.

*

Cet alinéa - qui reproduit une règle figurant à l'article 41 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail - prévoit le paiement des indemnités couvrant les frais qu'il énumère, à ceux qui en ont pris la charge et non plus à la victime ou à ses ayants droit. La rétroactivité donnée au projet par l'article 13 pourrait avoir pour conséquence que l'autorité administrative qui aurait payé une première fois - sur base du texte actuellement en vigueur - une indemnité à la victime ou à ses ayants droit, serait tenue de payer, une seconde fois, - sur base du texte modifié rétroactivement - la même indemnité à celui qui aurait pris la charge des frais. Il convient donc d'exclure l'alinéa reproduit ci-dessus de la rétroactivité prévue à l'article 13.

*

Le 3° reproduit une disposition qui figure à l'article 33 de la loi du 10 avril 1971. Le projet ne reproduit cependant pas une autre disposition de ce même article 33, qui précise que l'indemnisation des frais de déplacement se fait dans les conditions fixées par le Roi. C'est à juste titre que le

.../...

projet ne reproduit pas cette dernière disposition, puisque le Roi pourra fixer les conditions et les limites de l'indemnisation des frais de déplacement en exécution de l'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 3 juillet 1967.

Article 3 (article 3bis inséré dans la loi du 3 juillet 1967).

Il est proposé de rédiger la fin de l'article de la façon suivante : "par la législation sur les accidents du travail ou par la législation relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles".

Article 4 (article 3ter inséré dans la loi du 3 juillet 1967).

Dans le but de préciser que l'indemnité pour incapacité temporaire n'est accordée que sous réserve de l'application d'une disposition légale ou réglementaire plus favorable, il est proposé de remplacer, au second alinéa, les mots "aux indemnités prévues à l'article 3bis" par les mots "aux indemnités allouées conformément à l'article 3bis".

Article 6 (nouveau texte de l'article 9 de la loi du 3 juillet 1967).

Dans son texte actuel, la loi du 3 juillet 1967 détermine de la façon suivante les rentes dont bénéficient les ayants droit, en cas de décès :

.../...

1° l'article 8 règle le cas du conjoint survivant, en lui conférant expressément un droit à l'octroi d'une rente;

2° l'article 9 règle le cas des enfants satisfaisant à certaines conditions, en leur conférant expressément un droit à l'octroi d'une rente;

3° l'article 10 règle le cas des autres ayants droit, c'est-à-dire les ascendants, les petits-enfants et les frères et soeurs, en disposant qu' "il peut être accordé" à ces ayants droit une rente aux conditions définies par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

L'article 10 de la loi du 3 juillet 1967 soulève une difficulté d'interprétation. On peut, en effet, se demander si les ayants droit visés par cet article peuvent faire valoir un droit à l'octroi d'une rente ou si, au contraire, cet article laisse à l'autorité administrative le pouvoir discrétionnaire de leur accorder ou de leur refuser cette rente. Le délégué du ministre a fait savoir au Conseil d'Etat que le Gouvernement interprétait cet article 10 comme conférant un droit subjectif à l'octroi d'une rente aux ayants droit autres que ceux qui sont indiqués aux articles 8 et 9, lorsqu'ils répondent aux conditions définies par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

L'article 5 du projet remplace l'article 8 de la loi du 3 juillet 1967 par une disposition nouvelle, semblable à l'article 12 de la loi du 10 avril 1971. Il règle ainsi les droits que le conjoint survivant peut faire valoir à l'octroi d'une rente.

.../...

L'article 6 du projet remplace l'article 9 de la loi du 3 juillet 1967,qui règle entièrement les droits que les enfants peuvent faire valoir à l'octroi d'une rente, par un nouveau texte dont les §§ 1er à 3 sont semblables à l'article 13 de la loi du 10 avril 1971, qui règle les droits que peuvent faire valoir à l'octroi d'une rente les enfants légitimes et les enfants naturels. Le projet omet cependant de reprendre une disposition semblable à celle qui figure à l'article 14 de la loi du 10 avril 1971,qui règle les droits des enfants adoptés. On n'aperçoit pas les raisons pour lesquelles le projet scinde en deux groupes la catégorie des enfants en déterminant expressément les droits que peuvent faire valoir, à l'octroi d'une rente, les enfants légitimes et les enfants naturels, et en rangeant les enfants adoptés parmi les bénéficiaires visés par l'article 10 de la loi du 3 juillet 1967 dont les droits ne sont pas définis expressément par cette loi mais uniquement - dans l'interprétation du délégué du ministre - par référence à la loi du 10 avril 1971.

Il conviendrait donc de modifier le texte qui figure à l'article 6 du projet en insérant entre le § 3 et le § 4 (qui deviendrait le § 5) un paragraphe nouveau qui reprendrait, en l'adaptant, l'article 14 de la loi du 10 avril 1971. Si l'on voulait éviter d'allonger l'article 9 de la loi, il conviendrait de faire du § 4 et du § 5 un article distinct portant le numéro 9bis, ce qui obligerait à modifier la référence que l'article 10 de la loi du 3 juillet 1967 fait à l'article 9.

.../...

Article 7 (nouveau texte de l'article 14 de la loi du 3 juillet 1967).

Le § 1er reproduit, en l'adaptant, l'article 46, § 1er, de la loi du 10 avril 1971. Il semble cependant que le 3° du projet n'ait pas adapté correctement le 4° de l'article 46, § 1er, de la loi du 10 avril 1971. En effet, le texte du projet semble admettre qu'une action en justice fondée sur les règles de la responsabilité civile pourrait être intentée contre les personnes morales ou les établissements visés à l'article 1er, responsables de l'accident, ce qui ne correspond certainement pas à l'intention du Gouvernement. Il est, dès lors, proposé de rédiger le 3° de la façon suivante :

"3° contre les personnes, autres que les personnes morales ou les établissements visés à l'article 1er ainsi que les membres de leur personnel, qui sont responsables de l'accident".

*

Compte tenu de la modification que le présent avis suggère d'apporter à l'article 1er de la loi du 3 juillet 1967, et dans le but de viser les nouvelles institutions auxquelles cette loi pourrait être rendue applicable, il est proposé de remplacer au § 3, alinéa 1er, les mots "du Trésor, des provinces, des communes ou des organismes et établissements" par les mots "des personnes morales ou des établissements susvisés". La même modification devrait être apportée à l'alinéa 2.

*

L'alinéa 1er du § 3 prévoit la subrogation "à concurrence du montant des rentes et des indemnités prévues par la présente loi", alors que l'article 47 de la loi du 10 avril 1971 prévoit la subrogation "jusqu'à concurrence des sommes qu'ils lui ont payées et du montant égal au capital représentatif de l'allocation annuelle ou de la rente dont ils sont redevables". On n'aperçoit pas la raison de cette différence.

*

Au § 3, alinéa 2, le mot "également", qui fait double emploi avec l'expression "en outre", devrait être omis.

*

Selon le délégué du ministre, les limites de la subrogation sont les mêmes pour l'alinéa 1er et pour l'alinéa 2 du § 3. Il est, dès lors, proposé de remplacer, à l'alinéa 2, les mots "dans les droits de la victime" par les mots "dans tous les droits, actions et moyens généralement quelconques que la victime serait en droit de faire valoir conformément au § 1er". L'emploi de termes différents à l'alinéa 1er et à l'alinéa 2 pourrait, en effet, faire croire que ces termes ont un sens différent.

*

Compte tenu de l'insertion par la loi du 12 juin 1972 d'un 5°, à l'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 3 juillet 1967, il appartiendra au Gouvernement d'apprécier s'il ne convient pas de remplacer, au § 3, alinéa 3, les mots "visés à l'article 1er, 4°" par les mots "visés à l'article 1er, alinéa 1er, 4° et 5°".

*

.../...

Au même alinéa, il est proposé de remplacer les mots "le Trésor" par les mots "l'Etat".

Article 8 (nouveau texte de l'article 20 de la loi du 3 juillet 1967).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 20.-

Les actions en paiement des indemnités et les actions en répétition d'indemnités indues se prescrivent dans les délais prévus par la législation sur les accidents du travail ou par la législation relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles.

Les prescriptions auxquelles sont soumises les actions visées à l'alinéa précédent sont interrompues ou suspendues de la même manière et pour les mêmes causes que celles qui sont prévues par la législation sur les accidents du travail ou par la législation relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles. Ces prescriptions courent contre les mineurs et les interdits".

Article 9 (article 20bis inséré dans la loi du 3 juillet 1967).

Il y a une discordance entre le texte du projet et l'exposé des motifs. Selon l'exposé des motifs, le projet prévoit une "franchise" de deux mois avant que les intérêts puissent être demandés. Selon le texte, les rentes portent intérêt "à partir du deuxième mois qui suit leur exigibilité".

.../...

Si la date de l'exigibilité se situe au cours d'un mois, le délai entre la date de l'exigibilité et la date à partir de laquelle l'intérêt court sera inférieur à deux mois. Selon le délégué du ministre, l'intention du Gouvernement est que la "franchise" ne soit jamais inférieure à deux mois. La rédaction suivante est, dès lors, proposée :

"Article 20bis.-

Les rentes prévues par la présente loi portent intérêt de plein droit à partir du premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel elles deviennent exigibles".

Le projet ne précise par le moment auquel la rente devient exigible. La loi du 3 juillet 1967 ne prévoit pas, comme l'article 65 de la loi du 10 avril 1971, l'homologation des accords par une juridiction indépendante des parties.

Le délégué du ministre a fait savoir au Conseil d'Etat qu'il estimait que la rente devenait exigible, pour les agents auxquels est applicable l'arrêté royal du 24 janvier 1969, le jour où est établi l'arrêté ministériel prévu à l'article 9 de cet arrêté. Une disposition semblable prévoyant une décision de l'autorité figure à l'article 10 de l'arrêté royal du 13 juillet 1970 relatif à la réparation, en faveur de certains membres du personnel des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique, des services et établissements intercommunaux d'assistance publique et des caisses publiques de prêts, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail.

.../...

Article 12.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 12.-

Le Roi peut coordonner la loi relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public et les dispositions qui l'auraient expressément ou implicitement modifiée au moment où les coordinations seront établies.

A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre, le numérotage et, d'une manière générale, la présentation des dispositions à coordonner;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3° sans porter atteinte aux principes inscrits dans les dispositions à coordonner, en modifier la rédaction en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie.

Les coordinations porteront l'intitulé suivant :

"Loi relative à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, coordonnée le ...".

.../...

Article 13.

La rétroactivité prévue par le projet tend à fixer l'entrée en vigueur de celui-ci à la même date que l'entrée en vigueur de la loi du 10 avril 1971.

Il y a cependant lieu de faire observer que la loi du 10 avril 1971 a été publiée au Moniteur belge du 24 avril 1971 et que son entrée en vigueur à la date du 1er janvier 1972 a été fixée par un arrêté royal du 25 octobre 1971, publié au Moniteur belge le 4 novembre 1971. Les intéressés ont donc été avertis des modifications de la législation qui allaient entrer en vigueur. La rétroactivité de la modification d'un régime d'indemnisation peut donner lieu à des difficultés et entraînera la révision de décisions relatives à l'octroi de rentes.

La majoration rétroactive des indemnités et des rentes pourrait susciter des difficultés, notamment dans le cas où des administrations auraient souscrit des contrats d'assurance pour couvrir le paiement des indemnités et rentes prévues par la loi du 3 juillet 1967 (voyez l'article 16 de cette loi et l'article 11 de l'arrêté royal du 12 juin 1970 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des organismes d'intérêt public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, et l'article 27 de l'arrêté royal du 13 juillet 1970 relatif à la réparation, en faveur de certains membres du personnel des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique, des services et

.../...

établissements intercommunaux d'assistance publique et des caisses publiques de prêts, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail).

La rétroactivité des dispositions modificatives du régime de la subrogation peut aussi donner lieu à des difficultés, notamment en raison de son interférence dans des procès en cours. Il est proposé d'exclure de la rétroactivité :

- l'alinéa 2 du 2° du nouveau texte de l'article 3 (devenant l'alinéa 2 de ce texte);
- le nouveau texte de l'article 14;
- le nouvel article 20ter.

Het wetsontwerp strekt tot wijziging van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector. Hoofddoel is die wet aan te passen aan de wijzigingen die in de wetgeving op het herstel van schade uit arbeidsongevallen in de particuliere sector zijn aangebracht door de wet van 10 april 1971.

*

* *

Het ontwerp brengt geen wijziging in artikel 1 van de wet van 3 juli 1967, dat aangeeft op welke overheidsdiensten de regeling van die wet toepasselijk kan worden verklaard. Nu zijn sedert de inwerkingtreding van die wet een aantal nieuwe instellingen ontstaan, onder meer de door de wet van 26 juli 1971 georganiseerde agglomeraties en federaties van gemeenten, en wordt de oprichting van nog andere nieuwe instellingen in uitzicht gesteld. De Regering zou dan ook moeten nagaan of de opsomming van artikel 1, eerste lid, van de wet van 3 juli 1967 niet gewijzigd dient te worden opdat die wet ook op het personeel van de agglomeraties en federaties van gemeenten en eventueel op dat van andere instellingen toepassing kan vinden.

*

* *

Artikel 1.

Het derde lid van de nieuwe tekst voor artikel 2 van de wet van 3 juli 1967 kan onder 2° beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"2° het ongeval dat een personeelslid als bedoeld in artikel 1 buiten de uitoefening van zijn dienst is overkomen maar dat veroorzaakt is door een derde naar aanleiding van een vroegere handeling door dat personeelslid tijdens de uitoefening van zijn dienst verricht".

Voor het begin van het vijfde lid wordt de volgende lezing in overweging gegeven :

"Het personeelslid bedoeld in artikel 1 wordt geacht zich te bevinden op de plaats waar hij zijn dienst uitoefent wanneer hij : ...".

*

De tekst onder 2° leze men zó :

"2° een syndicale opdracht vervult als erkend syndicaal afgevaardigde of als vertegenwoordiger van het personeel als zodanig door de overheid erkend".

In de Franse tekst is "délégué syndical reconnu" te vervangen door "délégué syndical agréé" zoals staat in artikel 38 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten.

Artikel 2 (nieuwe tekst voor artikel 3 van de wet van 3 juli 1967).

De alinea die bepaalt dat "de vergoedingen van de kosten voor dokter, chirurg, apotheker, verpleging, prothese en orthopedie, alsook de begrafeniskosten worden uitgekeerd aan hen die deze kosten ten laste hebben genomen" moet na de tekst onder 3° komen.

*

.../...

Volgens de hierboven aangehaalde bepaling - een voorschrift dat ontleend is aan artikel 41 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 - worden de vergoedingen tot dekking van de daarin opgesomde kosten betaald aan degenen die ze hebben gedragen en niet aan de getroffene of zijn rechthebbenden. De terugwerking die in artikel 13 aan de ontwerp-wet is gegeven kan meebrengen dat de administratieve overheid na eerst op grond van de thans geldende tekst een vergoeding aan de getroffene of diens rechthebbenden te hebben betaald dezelfde vergoeding nu ook nog eens, op voet van de met terugwerking gewijzigde tekst, moet uitkeren aan degene die de kosten heeft gedragen. De hierboven geciteerde alinea moet dus buiten de in artikel 13 bepaalde terugwerking worden gehouden.

*

De tekst onder 3° is een bepaling uit artikel 33 van de wet van 10 april 1971. Een andere bepaling van datzelfde artikel, met name dat de reiskosten worden vergoed onder de door de Koning bepaalde voorwaarden, is in het ontwerp echter niet opgenomen en terecht, want de Koning kan de voorwaarden waaronder en de grenzen waarbinnen vergoeding voor reiskosten wordt verleend, bepalen ter uitvoering van artikel 1, eerste lid, van de wet van 3 juli 1967.

Artikel 3 (artikel 3bis ingevoegd in de wet van 3 juli 1967).

Voorgesteld wordt het slot van dat artikel als volgt te lezen :

"door de wetgeving op de arbeidsongevallen of door de wetgeving op de beroepsziekten".

.../...

Artikel 4 (artikel 3ter ingevoegd in de wet van 3 juli 1967).

Om duidelijk te stellen dat de vergoeding wegens tijdelijke arbeidsongeschiktheid wordt verleend behoudens toepassing van een gunstiger wets- of verordeningsbepaling, vervange men in het tweede lid de woorden "de vergoedingen bepaald in artikel 3bis" door "de vergoedingen verleend overeenkomstig artikel 3bis".

Artikel 6 (nieuwe tekst voor artikel 9 van de wet van 3 juli 1967).

In de huidige tekst van de wet van 3 juli 1967 zijn de renten voor de rechthebbenden in geval van overlijden als volgt geregeld :

1° ten aanzien van de overlevende echtgenoot, in artikel 8, dat die echtgenoot uitdrukkelijk recht op de toekenning van een rente verleent;

2° ten aanzien van de kinderen die aan bepaalde voorwaarden voldoen, in artikel 9, dat die kinderen eveneens uitdrukkelijk recht op de toekenning van een rente verleent;

3° ten aanzien van de andere rechthebbenden, met name de ascendenten, de kleinkinderen en de zusters en broers, in artikel 10, luidens hetwelk aan die rechthebbenden een rente "kan worden toegekend" onder de voorwaarden bepaald in de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.

Bij artikel 10 van de wet van 3 juli 1967 rijst een interpretatiemoeilijkheid. Men kan zich immers afvragen, of de aldaar bedoelde rechthebbenden aanspraak hebben op de toekenning van een rente dan wel of de administratieve

overheid discretionaire bevoegdheid wordt gelaten om hun die rente toe te kennen of te ontzeggen. Naar de gemachtigde van de minister aan de Raad van State heeft verklaard, ziet de Regering het zó dat artikel 10 aan de niet in de artikelen 8 en 9 genoemde rechthebbenden, mits zij voldoen aan de voorwaarden bepaald in de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, een subjectief recht op de toekenning van een rente verleent.

Artikel 5 van het ontwerp vervangt artikel 8 van de wet van 3 juli 1967 door een soortgelijke bepaling als in artikel 12 van de wet van 10 april 1971 voorkomt. Het regelt aldus de rechten die de overlevende echtgenoot op de toekenning van een rente kan doen gelden.

Artikel 6 van het ontwerp vervangt artikel 9 van de wet van 3 juli 1967, dat de renteaanspraken van de kinderen geheel regelt, door een nieuwe tekst, die in de §§ 1 tot 3 hetzelfde bepaalt als artikel 13 van de wet van 10 april 1971, hetwelk de renteaanspraken van de wettige en van de natuurlijke kinderen vestigt. In het ontwerp is echter geen bepaling opgenomen zoals artikel 14 van de meergenoemde wet van 10 april 1971, dat de rechten van geadopteerde kinderen regelt. Het is niet duidelijk waarom het ontwerp de categorie kinderen opdeelt in twee groepen waar het de renteaanspraken van de wettige kinderen en de natuurlijke kinderen uitdrukkelijk bepaalt terwijl het de geadopteerde kinderen rekent tot de rechthebbenden bedoeld in artikel 10 van de wet van 3 juli 1967, wier rechten in die wet niet met zoveel woorden doch enkel - in de interpretatie van de gemachtigde van de minister - onder verwijzing naar de wet van 10 april 1971 zijn aangegeven.

.../...

De in artikel 6 van het ontwerp voorgestelde tekst dient dus te worden gewijzigd : men voege tussen § 3 en § 4 (die dan § 5 wordt) een nieuwe paragraaf in, die met de nodige aanpassing hetzelfde bepaalt als artikel 14 v. de wet van 10 april 1971. Wil men het nieuwe artikel 9 van de wet niet nog langer maken dan het in het ontwerp al is, dan kan aan de §§ 4 en 5 een afzonderlijk artikel 9bis worden gewijd. In artikel 10 van de wet van 3 juli 1967 moet de verwijzing naar artikel 9 dan worden aangepast.

Artikel 7 (nieuwe tekst voor artikel 14 van de wet van 3 juli 1967).

Paragraaf 1 is een aangepaste lezing van artikel 46, § 1, van de wet van 10 april 1971. Voor het 4° van dat artikel 46, § 1, lijkt de aanpassing onder 3° van het ontwerp echter niet correct te zijn gebeurd. De tekst van het ontwerp neemt blijkbaar aan dat een rechtsvordering wegens burgerlijke aansprakelijkheid kan worden ingesteld tegen de in artikel 1 bedoelde rechtspersonen of instellingen die voor het ongeval aansprakelijk zijn. Zo verstaat de Regering het zeker niet. De tekst onder 3° moet derhalve als volgt worden gelezen :

"3° tegen de personen, behalve de in artikel 1 bedoelde rechtspersonen of instellingen en de leden van hun personeel, die voor het ongeval aansprakelijk zijn".

*

.../...

Gelet op de in dit advies voorgestelde wijziging voor artikel 1 van de wet van 3 juli 1967 en opdat mede bedoeld zijn de nieuwe instellingen waarop die wet toepasselijk zou kunnen worden verklaard,wordt in overweging gegeven in paragraaf 3, eerste lid, de woorden "de Staatskas, de provincies, de gemeenten of de instellingen en inrichtingen" te vervangen door "de hierboven bedoelde rechtspersonen of instellingen". Ook het tweede lid moet zo worden gewijzigd.

*

In het eerste lid van § 3 is er subrogatie "tot het bedrag van de renten en vergoedingen door deze wet bepaald", in artikel 47 van de wet van 10 april 1971 echter "tot beloop van wat zij hun hebben betaald en van een bedrag gelijk aan het kapitaal dat de door hen verschuldigde waarde van de jaarlijkse vergoeding of rente vertegenwoordigt". Het is niet duidelijk waarom er een verschil moet zijn.

*

In § 3, tweede lid, schrappe men het woordje "eveneens", dat dupleert men "bovendien".

*

Volgens de gemachtigde van de minister gelden voor het eerste lid en voor het tweede lid van § 3 terzake van subrogatie dezelfde grenzen. Voorgesteld wordt dan ook de woorden "in de plaats van" in het tweede lid te vervangen door "in alle rechten, vorderingen en rechtsmiddelen die de getroffene overeenkomstig § 1 mocht kunnen doen gelden".

.../...

Als men het in het tweede lid anders zegt dan in het eerste lid, kan de indruk worden gewekt dat er een verschil in betekenis bestaat.

*

De wet van 12 juni 1972 heeft in artikel 1, eerste lid, van de wet van 3 juli 1967 een 5° ingevoegd. Het is zaak van de Regering te oordelen of in § 3, derde lid, de woorden "bedoeld in artikel 1, 4°" dan ook niet moeten worden vervangen door "bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4° en 5°".

*

In hetzelfde lid vervange men "de Staatskas" door "de Staat".

Artikel 8 (nieuwe tekst voor artikel 20 van de wet van 3 juli 1967).

De volgende lezing wordt in overweging gegeven :

"Artikel 20.-

Vorderingen tot betaling van vergoedingen of tot terugvordering van onverschuldigde vergoedingen verjaren na verloop van de termijnen bepaald door de wetgeving op de arbeidsongevallen of door de wetgeving op beroepsziekten.

De verjaringen die gelden voor de in het voorgaande lid bedoelde vorderingen worden gestuit of geschorst op dezelfde wijze en op dezelfde gronden als bepaald door de wetgeving op de arbeidsongevallen of door de wetgeving op de beroepsziekten. Die verjaringen lopen mede tegen minderjarigen en onbekwaamverklaarden".

.../...

Artikel 9 (artikel 20bis ingevoegd in de wet van 3 juli 1967).

Er is discrepantie tussen de tekst van het ontwerp en de memorie van toelichting. Volgens deze laatste voorziet het ontwerp in een "uitstel" van twee maanden vooraleer intrest kan worden gevraagd. Volgens de tekst daarentegen brengen de renten intrest op "vanaf de tweede maand die volgt op hun invorderbaarheid".

Wordt de rente invorderbaar in de loop van de maand, dan zal de tijdspanne tussen de datum van invorderbaarheid en de datum waarop de intrest ingaat korter zijn dan twee maanden. Volgens de gemachtigde van de minister bedoelt de Regering het zó dat het "uitstel" nooit minder dan twee maanden mag bedragen. De volgende lezing wordt derhalve in overweging gegeven :

"Artikel 20bis.-

De renten bepaald bij deze wet brengen van rechtswege intrest op vanaf de eerste dag van de derde maand die volgt op de maand waarin zij invorderbaar worden".

Op welk ogenblik de rente precies invorderbaar wordt, is in het ontwerp niet gezegd. De wet van 3 juli 1967 schrijft niet voor, zoals artikel 65 van de wet van 10 april 1971, dat de overeenkomsten moeten worden gehomologeerd door een van de partijen onafhankelijk rechtscollege.

De gemachtigde van de minister heeft aan de Raad van State verklaard dat ten aanzien van het personeel waarop het koninklijk besluit van 24 januari 1969 toepasselijk is, de rente volgens hem invorderbaar wordt de dag waarop

.../...

het in artikel 9 van dat besluit bedoelde ministerieel besluit is vastgesteld. Een soortgelijke bepaling die een beslissing van de overheid voorschrijft staat in artikel 10 van het koninklijk besluit van 13 juli 1970 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van sommige personeelsleden van provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand en openbare kassen van lening, intercommunale diensten en inrichtingen van openbare onderstand, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen overkomen op de weg naar en van het werk.

Artikel 12.

Voor dat artikel wordt de volgende redactie voorgesteld :

"Artikel 12.-

De Koning kan de wet betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector coördineren met de bepalingen die haar op het ogenblik dat de coördinaties tot stand komen uitdrukkelijk of stilzwijgend mochten hebben gewijzigd.

Hij kan daartoe :

1° de volgorde, de nummering en, in het algemeen, de inkleding van de te coördineren bepalingen wijzigen;

2° de verwijzigingen die in de te coördineren bepalingen mochten voorkomen wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;

.../...

3° de redactie van de te coördineren bepalingen wijzigen om ze met elkaar in overeenstemming te brengen en de terminologie één te maken, zonder afbreuk te doen aan de daarin neergelegde beginselen.

De gecoördineerde teksten hebben als opschrift : "Wet betreffende de arbeidsongevallen en beroepsziekten in de overheidssector, gecoördineerd op ...".

Artikel 13.

De terugwerking heeft tot doel de ontwerp-wet van kracht te doen worden op dezelfde datum als de wet van 10 april 1971.

Opgemerkt moet echter worden dat de wet van 10 april 1971 bekend is gemaakt in het Belgisch Staatsblad van 24 april 1971 en in werking is gesteld op 1 januari 1972 bij koninklijk besluit van 25 oktober 1971, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 4 november 1971. De belanghebbenden hebben dus kennis gekregen van de wijzigingen die van kracht zouden worden. Een vergoedingsregeling met terugwerking wijzigen kan moeilijkheden doen ontstaan en zal leiden tot herziening van beslissingen inzake rentetoekenning.

Retroactieve verhoging van de vergoedingen en renten kan evenzo moeilijkheden meebrengen onder meer ingeval sommige besturen verzekeringsovereenkomsten mochten hebben gesloten tot dekking van de vergoedingen en renten bepaald bij de wet van 3 juli 1967 (zie artikel 16 van die wet en artikel 11 van het koninklijk besluit van 12 juni 1970

.../...

betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden der instellingen van openbaar nut, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, en artikel 27 van het koninklijk besluit van 13 juli 1970 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van sommige personeelsleden van provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand en openbare kassen van lening, intercommunale diensten en inrichtingen van openbare onderstand, voor arbeidsongevallen **en voor ongevallen overkomen op de weg naar en van het werk).**

Ook de terugwerking van de bepalingen die de subrogatieregeling wijzigen kan moeilijkheden veroorzaken onder meer wegens haar invloed op hangende gedingen. Voorgesteld wordt dan ook buiten de terugwerking te houden :

- het tweede lid van 2° van de nieuwe tekst voor artikel 3 (dat het tweede lid van die tekst wordt),
- de nieuwe tekst voor artikel 14 en
- het nieuwe artikel 20ter.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	K. MEES,	président de chambre, kamervoorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,
	H. ADRIAENS,	staatsraden,
	P. DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation,
	F. RIGAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw	J. TRUYENS,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. K. MEES.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. K. MEES.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

K. MEES.